



ETAPE	ANNEXE
2	2



## ANNEXE II: ETUDES DE CAS



## Le changement arctique et les menaces sur la culture Sami

Regardez cette vidéo: <https://www.youtube.com/watch?v=HUCWAXnw8zQ>

L'Arctique se réchauffe deux fois plus rapidement que le reste de la planète. Son écosystème unique s'en trouve mis en danger et, du même coup, l'existence du seul peuple indigène d'Europe reconnu comme tel, les Sami, qui y vivent depuis des millénaires. Le climat de plus en plus imprévisible et extrême menace les conditions de survie des Sami et leurs droits en tant que peuple indigène. Leur message aux responsables politiques est parfaitement clair : il est temps d'agir !

Les Sami viennent de Sápmi, région couvrant les parties les plus au nord des pays scandinaves (Suède, Norvège, Finlande) et de la Russie. Cette région est un important habitat pour la vie sauvage arctique et subarctique : les ours blancs, phoques, baleines, morses et divers oiseaux se sont adaptés au rude climat de la basse toundra, des montagnes et des forêts. La région Sápmi abrite quelque 80.000-100.000 habitants (Sami), dont 20.000 à 40.000 en Suède, 50.000 à 65.000 en Norvège, 8.000 en Finlande et 2.000 en Russie. Ils forment un peuple distinct par-delà les frontières étatiques actuelles divisant leur région et vivent en harmonie avec la nature aussi loin que l'on puisse remonter dans l'histoire, en usant de manière soutenable de leur territoire et de ses ressources naturelles.

Alors même que l'alimentation des Sami changeait, l'élevage du renne restait important pour leur identité et leurs droits. En outre, ils ont une façon unique d'être à l'écoute du renne, ayant longuement observé ses divers comportements et comment le changement climatique transparait par eux. Le rapport particulier avec l'élevage du renne constitue un véritable lien entre l'homme, la nature et la vie sauvage. Il a perduré chez les Sami durant des millénaires mais se trouve actuellement menacé par le changement climatique.

Les peuples indigènes semblent percevoir les effets du changement

climatique avant les autres, dans la mesure où leur subsistance dépend souvent des ressources naturelles. L'alimentation, la culture et l'identité des Sami sont fondamentalement liées à l'élevage du renne qui, en outre, est à la base de leurs droits de peuple indigène au Sápmi. Pour eux, il est vital que le renne survive au changement climatique.

Le déclin des populations de rennes résultant du changement climatique, outre qu'il menace la subsistance des Sami, peut aussi entraîner la perte de leurs importants droits d'accès au sol. La loi suédoise relative au pâturage des rennes (Reindeer Herding Act (1971: 437), tout en reconnaissant les droits fondamentaux des Sami en tant que peuple indigène, stipule, qu'afin d'exercer la plénitude de ces droits – y compris le droit d'élevage – il faut être membre d'une communauté d'éleveurs et pratiquer l'élevage de rennes. "En pratique, les droits des Sami en Suède dépendent fortement de la pratique de l'élevage. Cette restriction de l'identité des Sami et de leurs droits est une conséquence directe des politiques coloniales caractéristiques de la fin des années 1800. A cette époque, la politique nationale revêtait un double aspect – assimilation (les Sami non-éleveurs étaient privés de leurs droits et de leur langue) et ségrégation (les éleveurs Sami étaient obligés de conserver ce que l'Etat considérait être leur traditionnelle manière de vivre)." – explique Annette Ljöf, Chercheuse au Centre pour la Recherche Sami de l'université Umeå. Il existe un manque évident de coopération régionale entre les différents pays (Suède, Norvège, Finlande et Russie) au sujet des droits des Sami, ce qui entraîne un manque de lois applicables à la région du Sápmi. Les droits des Sami doivent y être reconnus par les quatre gouvernements après consultation des représentants des Sami dans le Conseil Sami et les parlements.

La santé mentale des populations Sami devient préoccupante, la menace du changement climatique sur le mode de vie traditionnel constituant un facteur de stress selon beaucoup. La moitié des adultes Sami suédois souffrent d'angoisse et de dépression, et un jeune éleveur indigène sur trois a envisagé le suicide. Le taux de suicide parmi le peuple Sami en Suède serait quatre fois supérieur à la moyenne nationale.

Les Sami sont profondément conscients du changement climatique et de la

concurrence pour l'occupation du sol. Maxida Mäarak, une artiste -activiste qui, par ses chansons, vidéos et interviews, défend les droits de son peuple, dit : 'Je suis activiste Sami d'abord parce que je n'ai pas le choix : je me sens responsable d'utiliser ma voix pour mon peuple et les questions pour lesquelles il se bat... Cela m'irrite de croiser des gens qui n'ont jamais entendu parler des Sami, de leur cause et de questions politiques. La plupart des gens sont bons mais aussi longtemps qu'ils restent dans l'ignorance, ça reste dur pour nous de lutter. Si nous ne commençons pas à prendre la question climatique au sérieux, l'avenir sera sombre pour tous. Nous serons probablement les premiers vraiment affectés. Mais je garde espoir : ma génération est la première à acquérir du pouvoir et à parler pour elle-même. Au Conseil Sami et au Parlement, les activistes Sami revendiquent plus de souplesse dans leur usage du territoire Sápmi afin de sauver les troupeaux. Si des changements sont nécessaires pour permettre aux peuples indigènes de s'adapter au réchauffement climatique, il faut aussi attirer l'attention internationale sur l'essentiel : protéger la culture Sami et l'écosystème unique de l'Arctique. Et une action internationale pour répondre au changement climatique anthropogène est nécessaire.

Extrait et adaptation de la Fondation pour la justice environnementale :  
"Arctic climate change and the threat to Sami culture" in  
<https://ejfoundation.org/resources/downloads/EJF-Sami-briefing-2019-final-1.pdf>

## 2

### Perte de sols au Bangladesh

Regardez cette vidéo: <https://www.youtube.com/watch?v=ieAmy-8Qqvk>  
(Anglais)

#### **Le Meghna Delta du Gange et du Brahmapoutre, au Bangladesh et en Inde : un méga-Delta transnational.**

Le Meghna Delta du Gange et du Brahmapoutre (GBM) situé au nord du golfe du Bengale est administré conjointement par l'Inde et le Bangladesh. Il se caractérise par de nombreuses ressources alimentaires, une forte densité de populations, et de multiples défis biophysiques et socio-économiques (inondations, érosion, cyclones, salinisation, pompages, etc.) augmentant avec le changement climatique et ses conséquences anthropogéniques.

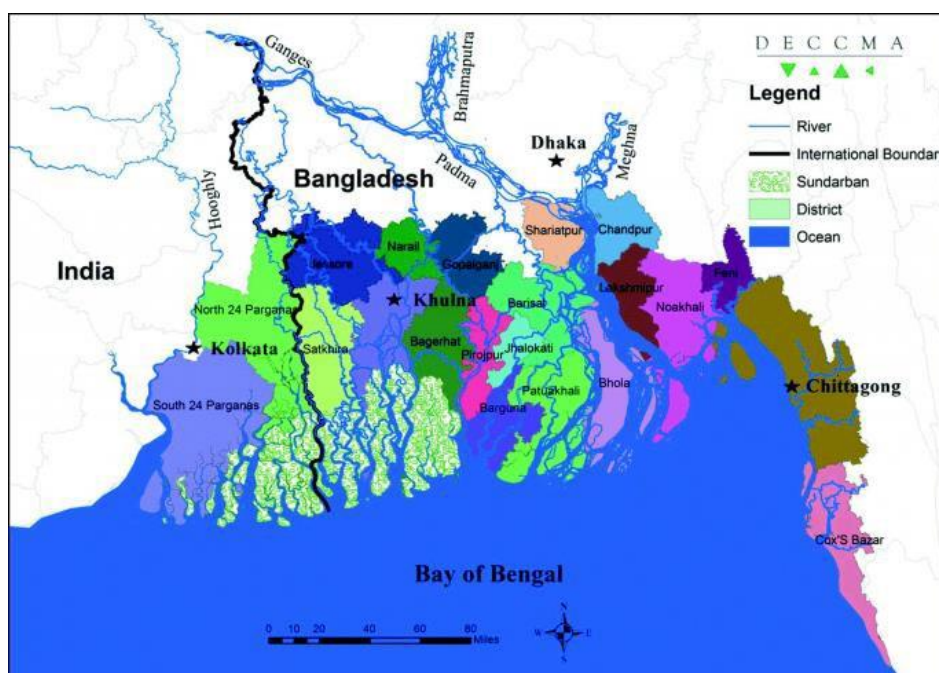
Les peuples de l'intérieur dépendent largement de l'agriculture ; sur le littoral, ils dépendent de la culture du riz de mousson, de la pêche (en mer ou dans les deltas) et d'activités dans la mangrove comme la collecte du miel. Les inondations d'eau douce sont fréquentes durant la mousson. Les pluies de mousson ont des effets bénéfiques comme la fertilisation du sol, la reconstitution des nappes aquifères, l'alimentation de l'écosystème et l'augmentation de la production agricole. Le delta génère aussi des avantages pour l'écosystème qui permettent à une forte population de subsister. Un élément-clé est le Sundarbans, la plus vaste forêt de mangrove du monde, couvrant 10.000 km<sup>2</sup> partagée par les deux pays (le Bangladesh (60%) et l'Inde (40%). La biodiversité unique de cet espace offre une grande variété de choix de subsistance aux populations de sa périphérie (Gopal and Chauhan 2006)

Ci-dessus : le Meghna Delta avec la zone côtière et ses districts administratifs dans les deux pays (Inde et Bangladesh). Les populations côtières sont exposées aux risques climatiques, en ce compris les inondations des fleuves et des marées, les cyclones tropicaux accompagnés de tempêtes, l'érosion des rives des fleuves, l'intrusion de salinité en raison du bas niveau saisonnier des fleuves et du détournement des rivières en amont, le haut degré de salinité des eaux souterraines et la contamination à l'arsenic des nappes aquifères peu profondes. On prévoit que le changement climatique et l'utilisation du sol aggraveront la plupart de ces phénomènes (Dastagir 2015).

On pense que ces stress environnementaux accroissent déjà de substantiels mouvements de population. Toutefois, alors que le pays a déjà connu de nombreuses tentatives planifiées et indépendantes d'éviter ou de limiter les

déplacements forcés, des situations surviennent dans lesquelles les populations n'ont d'autre choix que de partir (Mortreux et al. 2018). Par conséquent, en vue d'une planification effective, il est important que les politiques aient une claire compréhension du degré d'efficacité des différentes options, des circonstances dans lesquelles les gens migrent et du contexte des divers choix qui leur sont, le cas échéant, ouverts.

De Springer "Ganges-Brahmaputra-Meghna Delta, Bangladesh and India: A Transnational Mega-Delta": [https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-030-23517-8\\_2](https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-030-23517-8_2)



### Sécurité climatique dans le Golfe du Bengale

La région du Golfe du Bengale figure parmi les plus « climato-vulnérables » du monde. Ses nombreuses lignes de fracture sensibles, stratégiques, politiques, sociales et économiques constituent un terrain fertile pour des conflits de sécurité et des frictions sociales. La région constitue un cas d'école des rapports complexes entre changement climatique et sécurité et de la manière dont l'addition des deux peut créer des défis pour les responsables politiques. Ce rapport étudie l'impact du changement climatique sur les lignes de fracture internationales et intérieures, ainsi que les dynamiques stratégiques et militaires de la région dans une analyse intégrant les menaces climatiques et les questions de sécurité et de conflit.

Le but est d'arriver à une meilleure compréhension de la manière dont les menaces climatiques interfèrent avec les conflits et la sécurité régionale. Le rapport formule six conclusions :

1. Les menaces climatiques peuvent intensifier la compétition et les conflits militaires interétatiques
2. Les migrations entraînées par le climat seront une cause-clé de conflit
3. La perte de terres, aggravée par les menaces climatiques, sera une cause de conflit
4. Les menaces climatiques affaibliront la résilience globale des communautés déplacées
5. La répétition de mauvaises conditions météorologiques constituera une menace à long-terme pour la gouvernance et la sécurité nationales
6. Les atouts stratégiques de la région du méga-Delta sont extrêmement vulnérables aux menaces climatiques.

IPCS-Clingendael Institute Special Report # 212 in  
[https://www.planetarysecurityinitiative.org/sites/default/files/2022-01/Climate\\_Security\\_in\\_the\\_Bay\\_of\\_Bengal\\_3eproef.pdf](https://www.planetarysecurityinitiative.org/sites/default/files/2022-01/Climate_Security_in_the_Bay_of_Bengal_3eproef.pdf)

### 3

## Le changement climatique affecte les **droits humains** des migrants du Sahel

Regardez cette vidéo: [https://youtu.be/cl4Uv9\\_7KJE?t=1874](https://youtu.be/cl4Uv9_7KJE?t=1874) (from 31´14" to 36´00" or to 40´34" if more time given.).

“Tout au long de l’Histoire, les migrations ont constitué une stratégie d’adaptation des individus, des familles, des groupes aux changements environnementaux” déclare la Haute-Commissaire des N.U. pour les Droits humains, Michelle Bachelet, lors de la présentation de son rapport. “Mais un réchauffement rapide du climat exige de nouvelles solutions pour que ces migrations soient libres et non forcées.”

Au fur et à mesure que la crise climatique globale se développe, les habitants du Sahel, lorsqu’ils migrent, subissent directement ses effets négatifs notamment sur leur dignité et leurs droits humains.

Le rapport estime que la température dans la région augmente une fois et demie plus vite que la moyenne globale. Les pluies sont irrégulières et les saisons humides se raréfient malgré de fréquentes inondations. Les moyens de subsistance diminuent en raison de la réduction des moissons et de la perte de pâturages. Les citadins, notamment dans les zones côtières, sont également en danger en raison de la hausse du niveau de la mer et des inondations plus graves. Faute d’alternative, les populations sont contraintes de partir et certaines n’ont même pas cette possibilité ce qui rend la situation encore plus alarmante.

Selon Adenike Oladosu, une activiste nigériane du climat et des droits des femmes et consultante pour les N.U. au Sahel, la migration est davantage qu’une simple stratégie d’adaptation à des circonstances changeantes: “La migration forcée, causée par le changement climatique est une menace pour la paix et la sécurité”.

Oladosu évoque la multiplication des conflits entre éleveurs nomades et cultivateurs à propos de la propriété et de l’utilisation du sol, notamment dans la région du lac Tchad. Les conséquences sont multiples et ont un sérieux impact sur les droits des femmes et des filles: “La libre disposition d’elles-mêmes par les femmes et les filles est menacée. Elles sont en position de faiblesse vis-à-vis de prédateurs sexuels et les mariages d’enfants sont perçus comme un moyen d’affronter la crise causée par le changement climatique. De surcroît, les filles et jeunes femmes quittent l’école et perdent leur moyens



de subsistance.”

Oladosu, considère que la justice environnementale et climatique exige davantage qu’une action pour le climat. Il s’agit de prendre des mesures concrètes pour assurer “la justice sociale et de genre ainsi que l’égalité de genre”, objectifs qu’elle poursuit par son travail.

Le rapport souligne quelques-uns des impacts, multiples et complexes, du changement climatique au Sahel sur les droits humains, tels que le droit à la vie, à la santé, au logement, à l’alimentation, à l’eau et à l’hygiène qui sont tous menacés par la survenance de catastrophes, lentes ou brutales.

La plupart des peuples du Sahel dépendent de l’agriculture, de l’élevage ou de la pêche pour leur subsistance, qui sont menacées par le changement climatique. Ainsi, les experts prédisent qu’au Mali, ce changement pourrait entraîner une baisse de 30 à 40 % des capacités agricoles. Sur la côte du Sénégal, les prises de pêche ont chuté de 80 % pour la seule année 2017.

Au Nigeria, dit Oladosu, la baisse de la production agricole constitue une “menace contre la paix.”

Selon le rapport, le changement climatique a encore de graves effets sur le droit à la vie et à la santé. L’élévation du niveau de la mer va augmenter les risques de mort, blessures, maladies physiques et mentales. Les inondations et les pluies diluviennes accroîtront la vulnérabilité à l’eau et à des insectes aquatiques tandis que les sécheresses accroîtront les risques liés à la consommation d’eau non-potable.

Il arrive que les gens choisissent de partir afin d’éviter de telles conséquences. Mais faute d’itinéraires sûrs, de plan ou de soutien logistique adéquat, ils seront confrontés à des risques accrus au cours de leur voyage et à leur arrivée.

D’autres, contraints de rester, seront ainsi exposés à plus de menaces pour leurs droits humains.

Extraits du rapport du Bureau du Haut-Commissaire des N.U. pour les droits humains: “Report: How climate change affects the human rights of Sahel region migrants” in <https://www.ohchr.org/es/stories/2021/11/report-how-climate-change-affects-human-rights-sahel-region-migrants>

Vidéo alternative (espagnol): [https://youtu.be/\\_IGIFU5aZuk](https://youtu.be/_IGIFU5aZuk)  
[https://www.cidob.org/es/noticias/lineas\\_de\\_investigacion\\_tematicas/cidob/el\\_sahel\\_cambio\\_climatico\\_in\\_seguridad\\_y\\_migraciones](https://www.cidob.org/es/noticias/lineas_de_investigacion_tematicas/cidob/el_sahel_cambio_climatico_in_seguridad_y_migraciones)

## 4

## Les Afro-Américains et les femmes pauvres ont été les plus affectés par l'ouragan Katrina

Regardez cette vidéo:

<https://www.youtube.com/watch?app=desktop&v=8NSQYO2es3U>

### Le racisme et l'ouragan Katrina

L'ouragan Katrina, le plus grave de l'histoire américaine, a frappé la Nouvelle-Orléans le 29 août 2005 (Knabb, Rhome, & Brown, 2006). L'ouragan et ses conséquences ont eu un impact majeur sur les populations vulnérables de la ville, dont les Afro-Américains ayant de bas revenus. Leurs communautés ont subi davantage de dommages que les communautés blanches (Logan, 2006), et depuis, ils ont connu des chiffres de sous-emploi, de détresse psychologique et de perturbation de leur existence plus élevés que les Blancs (Elliot & Pais, 2006; White, Philpot, Wylie, & McGowen, 2007).

Cet impact proportionnellement plus lourd sur les Afro-Américains à bas revenus semble résulter, du moins pour une part, de la combinaison des injustices raciales et sociales, des politiques antérieures à l'ouragan et du traitement des victimes lors de et après la catastrophe elle-même. Par exemple, les autorités de la ville n'avaient pas entretenu les digues autour des zones pauvres en dépit des avertissements quant à leur mauvais état (Park & Miller, 2006). Les moyens d'évacuation par des entreprises privées ont été moins accessibles aux Afro-Américains (Lavelle & Feagin, 2006). Il a été établi que ceux-ci étaient moins susceptibles que les Blancs de disposer d'un plan d'évacuation avant la survenance du désastre (Spence, Lachlan, & Griffin, 2007), et d'avoir été évacués durant la tempête (Elliot & Pais, 2006).

On a aussi reproché aux autorités "des blocages bureaucratiques" pendant l'ouragan, qui ont exposé des Afro-Américains à faibles revenus à des risques accrus en raison d'une observance stricte de règles et d'un manque de souplesse qui les aurait aidés (Molotch, 2006). Plusieurs exemples ont été donnés par Christine Stivers, experte en Administration publique (2006), qui vont de la lenteur de l'approvisionnement en eau et nourriture au Superdome de Louisiane (utilisé comme "abri de dernier recours" pour plus de 25,000 habitants (Brinkley, 2006), au refus ultérieur de prêts à des petites entreprises des zones les plus touchées. Même si race et classe ont clairement joué un rôle dans les interventions des autorités, de nombreux experts, dont Stivers, estiment que le racisme constitue une des causes principales du risque accru de difficultés pour les Afro-Américains pauvres lors de l'ouragan et après..

Extrait de NCBI "African American Women's Reports of Racism during Hurricane Katrina: Variation by Interviewer Race:

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC3583345/>

### **L'ouragan Katrina, les femmes noires et le discours négatif sur la pauvreté noire en Amérique**

Les Afro-Américaines de la région du Golfe sont parmi les plus pauvres du pays. En général, les femmes sont plus vulnérables lors de catastrophes naturelles parce que ce sont elles qui s'occupent des enfants et des vieux. Cela, avec d'autres facteurs, suffit à expliquer que les femmes noires pauvres ont été les plus affectées par Katrina. Elles ont aussi le moins de ressources pour affronter une catastrophe et ses suites. Cependant, plutôt que de leur offrir sympathie et soutien, certains experts conservateurs ont cherché à établir un lien entre les souffrances et le manque de structures patriarcales dans les familles noires, qui, selon eux, auraient pu aider les individus à surmonter la crise. Contrairement à ces stéréotypes, de nombreuses femmes noires se sont montrées, non seulement résilientes et auto-suffisantes, mais aussi créatives et courageuses lors de la catastrophe. Ce sont leurs exemples qui donnent de l'espoir pour l'avenir de la Nouvelle-Orléans et la nation.

**Extrait de Katrina, Black women and the deadly discourse on black poverty in America:** <https://www.cambridge.org/core/journals/du-bois-review-social-science-research-on-race/article/abs/katrina-black-women-and-the-deadly-discourse-on-black-poverty-in-america/E04FE6CA7FCFFD71176607A0196AFC5D>

---

## 5

### Les feux de brousse en Australie

Regardez cette vidéo: Les feux de brousse en Australie, le changement climatique et la ferme familiale:

<https://www.youtube.com/watch?v=wqNWrOSYwCI>

Et:ou celle-ci: <https://www.youtube.com/watch?v=uQpSG4yQatg>

Ces dernières années, les incendies dévastateurs d'immenses étendues de forêts partout dans le monde n'ont cessé de se répéter. Ainsi au Brésil, 223,000 incendies de forêt ont été enregistrés en 2020, un record sur dix ans. Leur impact sur l'écosystème et les populations est catastrophique. En outre, ils contribuent à aggraver le changement climatique: en effet, les forêts sont des régulateurs thermiques et retiennent une importante quantité de dioxyde de carbone, de sorte que si elles brûlent, la "capture" du dioxyde ne se fait plus alors même que de grandes quantités de carbone sont émises par la combustion de la biomasse.

Les causes de ces incendies sont multiples et varient selon le contexte local. Elles peuvent résulter d'une gestion insuffisante ou mauvaise des forêts, de mises à feu en vue de changement d'affectation des sols pour l'ensemencement, le pâturage ou la construction ainsi que de l'élévation de la température et les sécheresses. De surcroît, il est établi que le changement climatique influe, entre autres, sur la répétition et la dispersion de ce phénomène: "la crise climatique actuelle explique l'évolution des incendies qui sont toujours plus dangereux, rapides et incontrôlables, en raison de la hausse des températures, des vagues de chaleur et des sécheresses prolongées causant l'assèchement des sols et de la végétation. La déforestation et le recours à des pratiques de brûlis ne font qu'accroître le danger de sécheresses et d'incendies, qui, à leur tour augmentent le risque de migrations. Au niveau mondial, entre 2008 et 2020, les incendies ont entraîné environ 3.3 millions de déplacements intérieurs.

Extrait de CEAR & Greenpeace "Huir del Clima" <https://www.cear.es/wp-content/uploads/2021/10/informe-huir-del-clima.pdf>

## Les feux de brousse ont un impact disproportionné sur les Indigènes australiens

Les chercheurs de l'université nationale d'Australie soutiennent que les Premières Nations (australiennes) ont subi l'impact le plus lourd des feux de brousse de l'Été noir (Black Summer bushfires) à cause des mauvaises planifications et interventions des autorités durant la crise.

Dans leur rapport examinant l'expérience de première main des indigènes lors de ces incendies en 2019-2020, ils soutiennent que cette expérience se retrouve dans les inondations actuelles en Nouvelle-Galles-du Sud.

Selon ces experts, les indigènes ont subi, outre la perte de leurs foyers, biens et vies, racisme et mauvais traitements durant la catastrophe.

Une nouvelle étude du Centre universitaire pour l'étude de la politique économique aborigène affirme que des récits font état "de services de secours culturellement inadéquats et peu accueillants au plus fort de la crise".

Le document souligne l'insuffisance de soutien extérieur, aux demandes d'intervention des communautés et organisations aborigènes pour évacuer leurs membres (qui avaient fourni les premiers secours dans les secteurs des soins de santé, de l'hébergement, de l'alimentation et de la santé mentale ainsi que la protection de leurs valeurs culturelles héréditaires). Dans ce contexte, malgré leur traitement inéquitable, ces communautés n'ont pas seulement été des victimes, mais aussi des acteurs pro-actifs qui sont parvenus à s'adapter à une situation d'urgence et à y répondre malgré leur manque de ressources. Le rapport souligne qu'il s'agit là d'un fait démontrant la nécessité de mieux impliquer les communautés et organisations aborigènes dans la planification et la gestion des catastrophes naturelles. En fait, il y a eu dans la prévention historique des feux de brousse, un rôle reconnu joué par les pratiques aborigènes traditionnelles de gestion des sols (voir plus bas).

"Beaucoup de populations aborigènes ont été touchées par les feux de brousse. Elles ont connu des traumatismes considérables causés par les incendies eux-mêmes et par la réponse des organisations non-indigènes et des agences gouvernementales," déclare l'auteur et candidat PhD de l'Université d'Australie, Bhiemie Williamson.

"Une lacune profonde existe dans la politique de soutien aux peuples

indigènes lors de catastrophes, qui accorde peu d'attention quant à l'impact qu'elles ont sur eux (impact différent de celui qui s'exerce sur les autres populations)."

Le rapport est explicite sur l'absence d'inclusion des peuples aborigènes dans la planification des crises. Mr Williamson dit: "En matière de prévention des crises, tout est dans la planification; or aucun plan de gestion de crise n'envisage les besoins propres du peuple aborigène."

"L'absence de plan concernant les Premières Nations implique que la réponse lors des feux de brousse de l'Eté noir a été inadéquate, inefficace et inappropriée."

Comme le document l'expose, ni la Stratégie nationale pour la résilience lors de catastrophes (National Strategy for Disaster Resilience (2011)), ni le Cadre australien de préparation aux catastrophes (Australian Disaster Preparedness Framework (2018)), ni le Plan d'action et de gestion (Victorian Management Action Plan (2016-2019)), ni le Plan de gestion de crise de la Nouvelle-Galles du Sud (New South Wales State Emergency Management Plan) ne fait état des peuples indigènes ou ne prévoit de stratégie particulière pour leur venir en aide en cas de crise.

**Extrait de "Bushfires disproportionately impact Indigenous Australians " in:**  
<https://www.anu.edu.au/news/all-news/bushfires-disproportionately-impact-indigenous-australians>

**(\*) Comment les traditions aborigènes pourraient éviter les feux de brousse en Australie** <https://www.youtube.com/watch?v=baWHw9rjCIE>